

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ACCORD-CADRE À MARCHÉS SUBSÉQUENTS











AOO – 20240165001000

**DÉSIGNATION D'UN ASSISTANT À MAÎTRISE D'OUVRAGE
(AMO) VISANT À ACCOMPAGNER LES HOPITAUX HAINAUT
CAMBRESIS DANS LA GESTION DE LEURS OBLIGATIONS
RÉGLEMENTAIRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)**

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	<u>AOO – 20240165001000</u> Désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) visant à accompagner les hôpitaux Hainaut Cambrésis dans la gestion de leurs obligations réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an (période initiale)
	Reconduction	Avec (3 * 1 an)
	Prix	Par marché subséquent
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	4
1.5 - Respect des droits humains / Qualité de vie au travail	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	5
3.1 - Responsables physiques du bon déroulement du contrat	5
3.2 - Personnels assurant les prestations	6
3.3 - Changement de personnels	6
4 - Confidentialité	6
5 - Protection des données à caractère personnel	6
6 - Missions	6
7 - Durée et délais d'exécution	7
7.1 - Durée du contrat	7
7.2 - Reconduction	7
7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	7
8 - Prix	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
8.2 - Modalités de variation des prix	7
9 - Garanties financières	8
10 - Avance	8
11 - Modalités de règlement des comptes	8
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
11.2 - Présentation des demandes de paiement	8
11.3 - Délai global de paiement	9
11.4 - Paiement des cotraitants	9
11.5 - Paiement des sous-traitants	9
12 - Passation / Modalités d'attribution des marchés subséquents	9
12.1 - Lettre de consultation du marché subséquent	10
12.2 - Modalités de remise des offres	10
12.3 - Délai de réponse	10
12.3 - Analyse et classement des offres des marchés subséquents	11
13 - Clauses environnementales	11
14 - Constatation de l'exécution des prestations	11
15 - Garantie des prestations	11
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
17 - Pénalités	12
17.1 - Pénalités de retard	12
17.2 - Autres pénalités spécifiques	12
18 - Assurances	13
19 - Clause de réexamen	13
20 - Résiliation du contrat	16
20.1 - Conditions de résiliation du contrat	16
20.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	16
20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
21 - Règlement des litiges et langues	17
22 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

« AOO – 20240165001000 – Désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) visant à accompagner les hôpitaux Hainaut Cambrésis dans la gestion de leurs obligations réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). »

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés subséquents passés sur son fondement.

Etablissements concernés par le présent accord-cadre :

- Centre hospitalier de Valenciennes ;
- Centre hospitalier de Denain.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support des hôpitaux Hainaut Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique (mono-attributaire).

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Montant maximum : 100 000 € H.T. par période d'exécution.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

1.5 - Respect des droits humains / Qualité de vie au travail

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution de l'accord-cadre. Ces actions visent les activités des entreprises et de leur chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (BPU) : "Bordereau des prix unitaires (BPU)" de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes (le cas échéant) ;
- Les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'activité.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

Le fait de répondre à l'accord-cadre suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles, de la part du titulaire.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

3 - Intervenants

3.1 - Responsables physiques du bon déroulement du contrat

Les responsables physiques (titulaire et suppléant) sont désignés par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE) comme interlocuteur unique. Ils sont garants du bon déroulement de l'accord-cadre. À ce titre :

- Ils se tiennent informés des réglementations en vigueur et de leur évolution, notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement ;
- Ils connaissent les documents contractuels de l'accord-cadre ;
- Ils ont la connaissance de l'exécution des prestations dues à l'accord-cadre et en rendent compte au pouvoir adjudicateur ;
- Ils vérifient le résultat des actions des intervenants du titulaire ;
- Ils contrôlent le respect de la réglementation ;
- Ils sont responsables de la qualité de l'ensemble des prestations et de leur bonne exécution en s'assurant qu'elles sont réalisées conformément aux prescriptions administratives et techniques définies par le pouvoir adjudicateur ;
- Ils représentent le titulaire lors des contrôles des prestations effectuées contradictoirement ;
- Ils assurent l'échange et la diffusion des informations ;
- Ils représentent le titulaire aux réunions ;
- Ils assistent et conseillent le pouvoir adjudicateur ;
- Ils encadrent, coordonnent et vérifient les actions des intervenants du titulaire ;
- Ils établissent et tiennent à jour l'ensemble des documents exigés ;
- Ils informent régulièrement le pouvoir adjudicateur de tous problèmes liés à l'exécution de l'accord-cadre.

3.2 - Personnels assurant les prestations

Le titulaire est responsable de la définition du nombre de personnes mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles. Le titulaire certifie sur l'honneur que les prestations sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 et L. 1221-13 du code du travail.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

3.3 - Changement de personnels

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-PI, en cas de changement d'interlocuteur unique, le titulaire doit le notifier sans délai au pouvoir adjudicateur.

En cas de problèmes graves et justifiés, le titulaire reconnaît le droit au pouvoir adjudicateur d'exiger le remplacement de tout personnel moyennant un préavis de 15 jours. La désignation doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur juge que le niveau technique des personnels du titulaire est insuffisant, il adresse au titulaire un courrier demandant le remplacement de cet intervenant par un nouveau.

Quel que soit le motif de changement d'un personnel, le délai de remplacement d'un personnel n'est pas suspensif du délai contractuel de réalisation de la prestation.

4 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

Les missions exactes seront précisées dans chaque marché subséquent.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification au titulaire.

7.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les caractéristiques des prix des prestations sont déterminées par chaque marché subséquent.

8.2 - Modalités de variation des prix

Les modalités de variation des prix sont définies par chaque marché subséquent.

9 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

Une avance peut être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Périodicité de versement des acomptes :

- 40% à la notification du marché subséquent ;
- 30% à la fourniture du dossier à l'administration (récépissé à fournir) ;
- 30% à la recevabilité du dossier (solde).

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- Les dates d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : CH Valenciennes > **265 906 735 00013** / CH Denain > **265 906 818 00017** ;
- Code service : **À demander à l'établissement** ;
- Numéro d'engagement juridique : **20240165001000**.

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Passation / Modalités d'attribution des marchés subséquents

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Modifications techniques :

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

12.1 - Lettre de consultation du marché subséquent

Pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence du titulaire de l'accord-cadre, qui intervient à chaque survenance d'un besoin.

L'envoi de la lettre de consultation est adressé via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La lettre de consultation précise notamment :

- Les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation ;
- La composition du dossier de consultation ;
- Les établissements bénéficiaires du marché subséquent ;
- Les modalités de remise de l'offre pour le marché subséquent ;
- Les critères de jugement et leur pondération.

12.2 - Modalités de remise des offres

La remise de l'offre par le titulaire de l'accord-cadre est faite obligatoirement via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en accès restreint. Seul le titulaire de l'accord-cadre reçoit un mail comprenant un lien de téléchargement vers le dossier de consultation des entreprises (DCE) et un mot de passe pour y accéder.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre une offre lorsqu'il est invité à soumissionner à un marché subséquent. À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lui demander les motifs l'ayant conduit à ne pas répondre à la consultation.

Les documents remis au titulaire de l'accord-cadre, en vue de sa réponse à un marché subséquent sont :

- Une lettre de consultation ;
- Un acte d'engagement (AE) ;
- Un cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Un cadre de réponse technique et financier.

Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent reprend les éléments suivants :

- La durée du marché subséquent ;
- Le périmètre du marché subséquent / la définition des besoins ;
- Les caractéristiques des prix pratiqués ;
- Les modalités de variation des prix ;
- Les règles encadrant l'avance ;
- Les modalités de constatation de l'exécution des prestations.

Les autres spécifications administratives définies dans le présent cahier des clauses administratives (CCAP) de l'accord-cadre s'appliquent systématiquement, pour chaque marché subséquent.

12.3 - Délai de réponse

Le délai minimal de réception des offres, précisé dans la lettre de consultation, ne peut être inférieur à 10 jours à compter de l'envoi de cette dernière.

Dans un délai qui ne peut être inférieur à 10 jours à compter de l'envoi de cette lettre de consultation, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à remettre, par voie dématérialisée, son offre pour la conclusion du marché subséquent. La lettre de consultation peut intégrer un délai permettant au titulaire de l'accord-cadre de réaliser une visite du ou des sites concerné(s).

Il est précisé que les parties ne peuvent apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre. Si une visite est prévue, le titulaire doit signaler par écrit au pouvoir adjudicateur ce qu'il estime impropre à l'exécution d'un travail conforme aux bonnes pratiques. Faute de cette reconnaissance, il sera réputé avoir accepté lesdites prestations et faire siens les problèmes rencontrés ultérieurement.

Le cas échéant, le titulaire de l'accord-cadre doit justifier par écrit, dans le même délai, de son impossibilité de répondre.

En tout état de cause, celui-ci ne peut pas s'opposer à des impératifs de fonctionnement ou de sécurité propres aux spécificités des sites des hôpitaux Hainaut Cambrésis.

12.3 - Analyse et classement des offres des marchés subséquents

Les offres sont remises au stade des marchés subséquents selon les modalités précisées dans une lettre de consultation.

L'analyse des offres, dans le cadre des marchés subséquents ultérieurement lancés, est effectuée sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur, étant précisé que la pondération du critère « Prix » et du critère « Délai » peut varier d'un marché subséquent à l'autre, dans la limite de la hiérarchisation et de l'amplitude de pondération indiquée pour chacun de ces deux critères.

La négociation dans le cadre des marchés subséquents est interdite.

Les critères des marchés subséquents sont les suivants :

Critères	Pondération
Prix	Entre 0 et 80 points
Délai de remise des livrables	Entre 0 et 20 points

Pour effectuer le devis, le titulaire de l'accord-cadre doit présenter, pour chaque marché subséquent, une offre financière qui respecte les prix plafonds fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

Toute offre financière dépassant les prix plafonds de l'accord-cadre sera déclarée irrégulière.

Délai de validité des offres des marchés subséquents :

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la procédure, le titulaire de l'accord-cadre ne peut prétendre à aucune indemnité.

13 - Clauses environnementales

Sans objet.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

Les conditions de vérification ainsi que les décisions faisant suite à ces vérifications sont définies par chaque marché subséquent.

15 - Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés lors de l'exécution de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

17 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.1 - Pénalités de retard

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la remise d'un livrable	Journalière	200,00 €	Par jour calendaire de retard et par livrable

17.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence à une réunion ou à un audit	Forfaitaire	500,00 €	-
Absence d'information en cas de changement de responsable physique	Forfaitaire	100,00 €	-

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, de chaque marché subséquent et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur peut modifier l'accord-cadre en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions définies aux articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement l'accord-cadre, sans en bouleverser l'équilibre. Le titulaire n'a pas droit à une indemnisation.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Ajout / Sortie d'un établissement :

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement. Celui-ci comprend 10 établissements (Centres hospitaliers d'Avesnes-sur-Helpe, de Denain, de Felleries-Liessies, de Fourmies, d'Hautmont, de Jeumont, de Le Quesnoy, de Maubeuge, de Saint-Amand-les-Eaux et de Valenciennes).

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande de l'accord-cadre ou n'ayant pas adhéré à tous les lots mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 4 semaines avant le début d'exécution souhaité de l'accord-cadre du nouvel établissement adhérent.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement.

Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un.

Les bons de commande émis (le cas échéant) avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles de l'accord-cadre.

L'accord-cadre peut être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant de l'accord-cadre, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

- Imprévision ou circonstances imprévues :

> Obligation d'information :

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion de l'accord-cadre de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

> Modalités de poursuite de l'accord-cadre :

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution de l'accord-cadre strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

> Suspension de l'accord-cadre :

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution de l'accord-cadre sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dès lors, un accord-cadre de substitution pour la même prestation, avec un autre opérateur économique (ou plusieurs, le cas échéant), peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. L'accord-cadre de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire concerné.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

> Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre :

Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale de l'accord-cadre, du fait de la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de son offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier de l'accord-cadre dûment justifiée. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations au profit du pouvoir adjudicateur au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

> Prolongation de l'accord-cadre :

Si l'accord-cadre arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

- Evolutions technologiques et réglementaires :

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des prestations proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des prestations de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.

Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans l'accord-cadre et dans l'offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur l'accord-cadre, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification de l'accord-cadre.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est à l'initiative du titulaire, celui-ci fournit au pouvoir adjudicateur un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial de l'accord-cadre. Ce dossier est transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le titulaire à l'appui de sa demande comprend :

- Les références et caractéristiques des prestations qu'il souhaite remplacer, modifier ou compléter ;
- Les références et caractéristiques des prestations nouvelles ;

- Les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...);
- Un tableau comparatif précisant en quoi les prestations nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles ;
- Le prix fixé pour les nouvelles prestations, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics ») ;
- Tout autre document jugé utile par le titulaire.

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, à la suite de demandes particulières.

Si un prix équivalant ou similaire ne peut être maintenu, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du pouvoir adjudicateur de modifier les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, si le titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Les prestations citées *supra* et toute autre prestation en lien avec l'objet de l'accord-cadre et dont les besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur sont avérés, peuvent aussi être ajoutées à l'accord-cadre dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celle-ci fait l'objet d'une présentation au titulaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute, dans les conditions définies par le CCAG-FCS.

L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne peut donner lieu à une augmentation de plus de 20 % par rapport au montant initial de l'accord-cadre (ou à son montant maximum, le cas échéant).

- Autres cas :

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications sont également susceptibles d'être apportées dans les hypothèses suivantes :

- Ajout dans le bordereau financier d'une prestation non prévue initialement mais devenue nécessaire.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 3 fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

20.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.3 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 20.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles